

## **AGENCE URBANISME REGION ANGEVINE**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

29 Rue Thiers

49100 Angers

## ***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

## AGENCE URBANISME REGION ANGEVINE

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

29 Rue Thiers

49100 Angers

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

### *Opinion*

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGENCE URBANISME REGION ANGEVINE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### *Fondement de l'opinion*

---

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## ***Justification des appréciations***

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et le cas échéant sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## ***Vérifications spécifiques***

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## ***Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels***

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## ***Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

**IN EXTENSO CENTRE OUEST**

Grégoire GAILLARD

*Associé*

*Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe*

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations incorporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	22 712	22 712		
		Immobilisations incorporelles en cours				
	Immobilisations incorporelles	Avances et acomptes				
		TOTAL	22 712	22 712		
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
	Immobilisations corporelles	Inst.techniques, mat.out.industriels	432 423	414 513	17 909	24 478
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles	TOTAL	432 423	414 513	17 909	24 478
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Actif circulant	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés				
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Prêts				
		Autres	241		241	241
		TOTAL	241		241	241
	Total I		455 377	437 225	18 151	24 719
	Stocks et en cours					
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés	20 070		20 070	
		Créances reçues par legs ou donations				
	Créances <sup>(3)</sup>	Autres	189 251		189 251	146 509
		TOTAL	209 321		209 321	146 509
	Divers	Valeurs mobilières de placement	400 000		400 000	300 000
		Instruments de trésorerie				
	Divers	Disponibilités	613 153		613 153	868 943
		Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	11 591		11 591	6 152
		TOTAL II	1 234 065		1 234 065	1 321 605
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		1 689 442	437 225	1 252 216	1 346 324
	Renvois	(1) Dont droit au bail				
		(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
		(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles	9 831	17 511
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	633 859	568 633
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-11 540	57 545
	Situation nette (sous-total)	632 149	643 690
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	681	856
	Provisions réglementées		
Total I		632 831	644 546
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	10 866	10 866
	Provisions pour charges	170 472	189 570
	Total III	181 339	200 437
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 361	48 223
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	367 958	364 065
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	4 727	4 727
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	25 000	84 324
Total IV		438 046	501 341
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 252 216	1 346 324
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	577 818	378 073
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	50 175	20 000
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 258 849	1 446 239
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	31 535	17 535
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	7 719	12
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		1 926 097	1 861 861
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	284 414	223 965
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	128 490	112 625
	Salaires et traitements	1 061 096	973 276
	Charges sociales	479 769	444 886
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	14 422	21 772
	Dotations aux provisions		46 342
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	44	64
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		1 968 238	1 822 933
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-42 140	38 928



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	35 951	22 184
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	35 951	22 184
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		35 951	22 184
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-6 189	61 112
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	174	174
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	174	174
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	45	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	45	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		129	174
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		5 481	3 742
Total des produits (I + III + V)		1 962 223	1 884 220
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 973 764	1 826 675
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-11 540	57 545
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'Agence d'urbanisme a pour objet de contribuer à l'élaboration de politiques publiques ou de projets dans les domaines de l'urbanisme, de la planification territoriale, de l'aménagement du territoire et du développement local. Ses missions s'exercent principalement pour le compte de ses membres, notamment à travers un programme d'études et d'analyses. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Observation, analyse prospective et études dans les domaines des évolutions urbaines, sociales et territoriales, du développement économique, des mobilités, de l'environnement, etc.
- Contributions à l'élaboration de documents de planification urbaine et territoriale
- Contributions à l'élaboration de projets de territoire ou de projets urbains
- Suivi-observation ou évaluation de politiques publiques.

L'association constitue ainsi un centre pluridisciplinaire de ressources, d'études, de recherches et de conseils dans les domaines susmentionnés. Elle organise la diffusion et la valorisation de l'ensemble de ses contributions auprès de ses membres et du grand public.

Elle effectue par ailleurs toutes actions ou missions se rattachant à cet objet social pour le compte de tiers.

Enfin, elle exerce l'ensemble de ses activités dans un cadre national et régional de coopération entre la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme et l'Etat dont les principaux termes et objectifs sont les suivants :

- Maîtriser l'urbanisation et renouveler la Ville
- Développer une offre de logements adaptée aux besoins actuels et futurs de l'ensemble de la population
- Introduire et développer la nature dans les espaces urbains
- Promouvoir des politiques durables de mobilité
- Animer et développer des outils partagés d'observation et d'évaluation
- Favoriser les expertises et travaux en réseau

### 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissement :

- Renouvellement du matériel informatique pour 6,8 K€ et mobilier de bureau pour 1K€

Ressources humaines : l'association a un effectif moyen de 20,26 ETP.

### 4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

#### 4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler à la clôture de l'exercice.

## **5 Principes et méthodes comptables**

### **5.1 Principes généraux**

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

### **5.2 Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

### **5.3 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### **5.4 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

## 6 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

### 6.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur en fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat, sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

### 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisation s incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	22 712	-	-	-	22 712
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	22 003	-	-	-	22 003
	Install. générales, ag. Am. divers	166 265	-	-	-	166 265
	Matériel de transport	3 131	-	-	-	3 131
	Mat bur., informatique, mobilier	233 170	7 854	-	-	241 024
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	424 569	7 854	-	-	432 423
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	242	-	-	-	242
	Total IV	242	-	-	-	242
Total général		447 523	7 854	-	-	455 377

### 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	22 712	-	-	22 712
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	21 954	49	-	22 003
	Install. générales, ag. Am. divers	163 388	415	-	163 803
	Matériel de transport	3 131	-	-	3 131
	Mat bur., informatique, mobilier	211 618	13 959	-	225 576
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	400 091	14 422	-	414 513
Total général		422 803	14 422	-	437 226

#### 6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Concessions et droits similaires	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel	Linéaire	2.5 à 5 ans
Installations et agencements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 4 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 8 ans



## **6.2 Charges constatées d'avance**

### **6.2.1 Créances**

#### **6.2.1.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif**

Les charges constatées d'avance sont de 11 591 € et sont constituées uniquement de charges d'exploitation.

## **6.3 Fonds propres**

### **6.3.1 Tableau de variation de Fonds propres**

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	17 511	- 7 680			9 831
Report à nouveau	568 634	62 226			633 860
Excédent ou déficit de l'exercice	57 546	-57 546		- 11 541	- 11 541
<b>Situation nette</b>	<b>643 691</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>- 11 541</b>	<b>632 150</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	856			- 174	682
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>644 546</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>- 11 715</b>	<b>632 832</b>

## 6.4 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	10 867	-	-	10 867
Provisions pour charges	189 570	-	19 098	170 472
<b>TOTAL</b>	<b>200 437</b>	<b>-</b>	<b>19 098</b>	<b>181 339</b>

### 6.4.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	170 472		170 472
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- âge de départ à la retraite présumé : 65 ans
- taux d'actualisation : 3,54 %
- taux d'augmentation annuel des salaires : 4 %

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 57 %.

## 6.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	–		
	Prêts	–		
	Autres	–		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	20 070		
	Autres	189 251		
Charges constatées d'avance		11 591		
TOTAL		220 912		

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		–			
Autres emprunts obligataires		–			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	–			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		–			
Fournisseurs et comptes rattachés		40 361			
Dettes fiscales et sociales		367 958			
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		–			
Autres dettes		4 727			
Produits constatés d'avance		25 000			
TOTAL		438 046			

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

## 7 . Compte de résultat

### 7.1 Ventilation des produits d'exploitation

Nature du produit	Montant N	Montant N-1
Prestations contractuelles	50 175	20 000
Subventions d'exploitation	1 258 849	1 446 239
Cotisations	577 818	378 074
Transferts de charges et reprises de provisions	31 535	17 535
Autres produits	7 719	12
<b>Total</b>	<b>1 926 097</b>	<b>1 861 861</b>

### 7.2 Produits du compte de résultat

#### 7.2.1 Cotisations

##### 7.2.1.1 Cotisations avec contrepartie

Les cotisations avec contrepartie sont les cotisations ayant une autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

## 7.2.2 Produits de tiers financeurs

### 7.2.2.1 Subventions d'exploitation

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.**

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus / de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges ».

#### Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		180 814	1 078 035		
Subvention d'investissement					

### 7.2.3 Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges

#### 7.2.3.1 Produits à recevoir

Libellés	Montant
Personnel – IJ à recevoir	1 014
Subventions à recevoir	172 311
Organismes – produits à recevoir	4 050
Intérêts courus à recevoir	14 965
<b>TOTAL</b>	<b>192 340</b>

#### 7.2.3.2 Charges à payer

Libellés	Montant
Factures non parvenues	10 497
Personnel – Congés payés	94 854
Personnel – Charges sociales sur congés payés	54 067
Personnel – Autres charges à payer	108 089
Etat – Charges à payer	-
<b>TOTAL</b>	<b>267 507</b>

### 7.2.4 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes.

	Montant N	Montant N-1
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 380	4 140
Au titre d'autres prestations		
<b>Honoraires totaux</b>	<b>4 380</b>	<b>4 140</b>



### 7.3 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel détaché
Cadres	16,74	2,80
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	0,72	
Ouvriers		
<b>TOTAL</b>	<b>17,46</b>	<b>2,80</b>